

pas bon accueil aux investissements étrangers, notamment dans le secteur de l'énergie. Ce sont là des obstacles à la croissance.

Au fur et à mesure que le gouvernement réduit ses propres activités, il est essentiel que des mesures complémentaires permettent au secteur privé de prendre de l'expansion afin d'assurer une croissance durable et des emplois productifs. Pour atteindre ces objectifs, nous favoriserons le sens de l'entreprise au Canada. Nous réduirons le fardeau de la réglementation, non pas comme un fin en soi, mais pour libérer les énergies créatrices des individus et des sociétés et leur permettre d'expérimenter, d'innover et de fournir de meilleurs biens et services à des prix moins élevés.

Par conséquent, nous devons en troisième lieu établir un ensemble stable de politiques qui fournissent des encouragements appropriés à l'investissement et à la croissance. Non pas un "grand dessein" aux termes duquel le gouvernement décide quelles industries pourront croître et quelles industries devront mourir, mais plutôt des règles du jeu positives et fiables.

Enfin, nous devons opérer ces changements d'une façon juste et ouverte, qui soit conforme à la compassion, à la tolérance, et au sens de la justice qui caractérisent la société canadienne.

Ce sont là nos défis fondamentaux.

Mais j'aimerais traiter en peu plus en détail de deux secteurs particuliers, le commerce et les investissements, auxquels nous portons, vous et moi, un intérêt spécifique et direct.

Le commerce est vital pour le Canada tout comme il l'est pour le Royaume-Uni. Les exportations représentent près du tiers de notre revenu national. Environ deux millions de Canadiens travaillent dans des industries qui sont tributaires, directement ou indirectement, des exportations. Et pourtant notre performance commerciale est loin d'être à la hauteur. L'un des objectifs fondamentaux de mon gouvernement est de rétablir le Canada comme nation commerçante de premier ordre.

Nous savons aussi que nous ne pourrions obtenir et assurer l'accès aux marchés étrangers sans tenir compte des intérêts de nos partenaires commerciaux qui souhaitent avoir un accès équitable au marché canadien. Comme le Canada est le seul grand pays industriel sans libre accès à un marché